



COMMISSION EUROPÉENNE

BRUXELLES, LE 17/04/2012

BUDGET GÉNÉRAL - EXERCICE 2012

SECTION III - COMMISSION TITRES 01, 02, 03, 04, 05, 06, 07, 08, 09, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 18, 19, 20, 21, 22, 23, 26, 27, 29, 32, 33

VIREMENT DE CRÉDITS N° DEC 05/2012

EN EUROS

ORIGINE DES CRÉDITS

DU CHAPITRE - 40 01 RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES

Crédits provisionnels - POSTE 01 01 02 11 Autres dépenses de gestion (Affaires économiques et financières)	CND	- 329 267
Crédits provisionnels - POSTE 02 01 02 11 Autres dépenses de gestion (Entreprise)	CND	- 52 383
Crédits provisionnels - POSTE 03 01 02 11 Autres dépenses de gestion (Concurrence)	CND	- 14 967
Crédits provisionnels - POSTE 04 01 02 11 Autres dépenses de gestion (Emploi et affaires sociales)	CND	- 16 966
Crédits provisionnels - POSTE 05 01 02 11 Autres dépenses de gestion (Agriculture et développement rural)	CND	- 498 392
Crédits provisionnels - POSTE 06 01 02 11 Autres dépenses de gestion (Mobilité et transports)	CND	- 59 867
Crédits provisionnels - POSTE 07 01 02 11 Autres dépenses de gestion (Environnement et action pour le climat)	CND	- 89 800
Crédits provisionnels - POSTE 08 01 02 11 Autres dépenses de gestion (Recherche)	CND	- 4 490
Crédits provisionnels - POSTE 09 01 02 11 Autres dépenses de gestion (Société de l'information et médias)	CND	- 24 695
Crédits provisionnels - POSTE 11 01 02 11 Autres dépenses de gestion (Affaires maritimes et pêche)	CND	- 19 779
Crédits provisionnels - POSTE 12 01 02 11 Autres dépenses de gestion (Marché intérieur)	CND	- 97 284
Crédits provisionnels - POSTE 13 01 02 11 Autres dépenses de gestion (Politique régionale)	CND	- 16 463
Crédits provisionnels - POSTE 14 01 02 11 Autres dépenses de gestion (Fiscalité et union douanière)	CND	- 151 912
Crédits provisionnels - POSTE 15 01 02 11 Autres dépenses de gestion (Éducation et culture)	CND	- 29 933
Crédits provisionnels - POSTE 16 01 02 11 Autres dépenses de gestion de la direction générale de la communication: siège	CND	- 5 987
Crédits provisionnels - POSTE 17 01 02 11 Autres dépenses de gestion (Santé et protection des consommateurs)	CND	- 280 045
Crédits provisionnels - POSTE 18 01 02 11 Autres dépenses de gestion (Affaires intérieures)	CND	- 39 662

Crédits provisionnels - POSTE 19 01 02 11 Autres dépenses de gestion du «Service des instruments de politique étrangère»	CND	- 16 345
Crédits provisionnels - POSTE 20 01 02 11 Autres dépenses de gestion de la direction générale du commerce	CND	- 37 417
Crédits provisionnels - POSTE 21 01 02 11 Autres dépenses de gestion de la direction générale du développement et de la coopération – EuropeAid	CND	- 29 933
Crédits provisionnels - POSTE 22 01 02 11 Autres dépenses de gestion de la direction générale «Élargissement»	CND	- 8 082
Crédits provisionnels - POSTE 23 01 02 11 Autres dépenses de gestion (Aide humanitaire)	CND	- 13 470
Crédits provisionnels - POSTE 26 01 02 11 Autres dépenses de gestion (Administration de la Commission)	CND	- 2 275
Crédits provisionnels - POSTE 27 01 02 11 Autres dépenses de gestion de la direction générale du budget	CND	- 10 028
Crédits provisionnels - POSTE 27 01 02 19 Autres dépenses de gestion - Gestion non décentralisée (DG Budget)	CND	- 90 265
Crédits provisionnels - POSTE 29 01 02 11 Autres dépenses de gestion (Statistiques)	CND	- 29 933
Crédits provisionnels - POSTE 32 01 02 11 Autres dépenses de gestion (Énergie)	CND	- 23 947
Crédits provisionnels - POSTE 33 01 02 11 Autres dépenses de gestion (Justice)	CND	- 6 413

DESTINATION DES CRÉDITS

AU CHAPITRE - 0101 Dépenses administratives du domaine politique «Affaires économiques et financières» POSTE - 01 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	329 267
AU CHAPITRE - 0201 Dépenses administratives du domaine politique «Entreprises» POSTE - 02 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	52 383
AU CHAPITRE - 0301 Dépenses administratives du domaine politique «Concurrence» POSTE - 03 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	14 967
AU CHAPITRE - 0401 Dépenses administratives du domaine politique «Emploi et affaires sociales» POSTE - 04 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	16 966
AU CHAPITRE - 0501 Dépenses administratives du domaine politique «Agriculture et développement rural» POSTE - 05 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	498 392
AU CHAPITRE - 0601 Dépenses administratives du domaine politique «Mobilité et transports» POSTE - 06 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	59 867
AU CHAPITRE - 0701 Dépenses administratives du domaine politique «Environnement et action pour le climat» POSTE - 07 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	89 800
AU CHAPITRE - 08 01 Dépenses administratives du domaine politique «Recherche» POSTE - 08 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	4 490
AU CHAPITRE - 0901 Dépenses administratives du domaine politique «Société de l'information et médias» POSTE - 09 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	24 695
AU CHAPITRE - 1101 Dépenses administratives du domaine politique «Affaires maritimes et pêche» POSTE - 11 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	19 779
AU CHAPITRE - 1201 Dépenses administratives du domaine politique «Marché intérieur»		

POSTE - 12 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	97 284
AU CHAPITRE - 1301 Dépenses administratives du domaine politique «Politique régionale»		
POSTE - 13 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	16 463
AU CHAPITRE - 1401 Dépenses administratives du domaine politique «Fiscalité et union douanière»		
POSTE - 14 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	151 912
AU CHAPITRE - 1501 Dépenses administratives du domaine politique «Éducation et culture»		
POSTE - 15 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	29 933
AU CHAPITRE - 1601 Dépenses administratives du domaine politique «Communication»		
POSTE - 16 01 02 11 Autres dépenses de gestion de la direction générale de la communication: siège	CND	5 987
AU CHAPITRE - 1701 Dépenses administratives du domaine politique «Santé et protection des consommateurs»		
POSTE - 17 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	280 045
AU CHAPITRE - 1801 Dépenses administratives du domaine politique «Affaires intérieures»		
POSTE - 18 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	39 662
AU CHAPITRE - 1901 Dépenses administratives du domaine politique «Relations extérieures»		
POSTE - 19 01 02 11 Autres dépenses de gestion du «Service des instruments de politique étrangère»	CND	16 345
AU CHAPITRE - 2001 Dépenses administratives du domaine politique «Commerce»		
POSTE - 20 01 02 11 Autres dépenses de gestion de la direction générale du commerce	CND	37 417
AU CHAPITRE - 2101 Dépenses administratives du domaine politique «Développement et relations avec les États ACP»		
POSTE - 21 01 02 11 Autres dépenses de gestion de la direction générale du développement et de la coopération – EuropeAid	CND	29 933
AU CHAPITRE - 2201 Dépenses administratives du domaine politique «Élargissement»		
POSTE - 22 01 02 11 Autres dépenses de gestion de la direction générale «Élargissement»	CND	8 082
AU CHAPITRE - 2301 Dépenses administratives du domaine politique «Aide humanitaire»		
POSTE - 23 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	13 470
AU CHAPITRE - 2601 Dépenses administratives du domaine politique «Administration de la Commission»		
POSTE - 26 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	2 275
AU CHAPITRE - 2701 Dépenses administratives du domaine politique «Budget»		
POSTE - 27 01 02 11 Autres dépenses de gestion de la direction générale du budget	CND	10 028
POSTE - 27 01 02 19 Autres dépenses de gestion - Gestion non décentralisée	CND	90 265
AU CHAPITRE - 2901 Dépenses administratives du domaine politique «Statistiques»		
POSTE - 29 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	29 933
AU CHAPITRE - 3201 Dépenses administratives du domaine politique «Énergie»		
POSTE - 32 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	23 947
AU CHAPITRE - 3301 Dépenses administratives du domaine politique «Justice»		
POSTE - 33 01 02 11 Autres dépenses de gestion	CND	6 413

INTRODUCTION

L'autorité budgétaire a placé en réserve (sur la ligne 40 01 40) un montant de 2 000 000 EUR issu du sous-poste XX 01 02 11 03 (Réunions des comités).

Pour que les crédits de cette réserve soient débloqués, la Commission devait modifier les règles concernant les groupes d'experts.

Ayant pris position à ce sujet (voir annexe), la Commission estime avoir rempli les conditions imposées pour lever cette réserve, qui entrave actuellement la bonne planification de la procédure de comitologie obligatoire. En conséquence, elle sollicite que le montant correspondant de 2 000 000 EUR, inscrit à l'article 40 01 40, soit débloqué au profit du poste XX 01 02 11.

Ligne / Intitulé								
CND/ CE/ CP	Budget initial ±BR (1A)	AELE (1B)	Virements (2)	Exécution (3)	Montant disponible (4)=(1A)+(1B)+(2)-(3)	Virement proposé (5)	Variation (4/1A)	Total (4±5)
01 01 02 11 - Autres dépenses de gestion								
CND	5.127.344	0	-324.833	3.499.500	1.303.011	329.267	6,42%	1.632.278
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 01 01 02 11 - Autres dépenses de gestion								
CND	329.267	0	0	0	329.267	-329.267	-100,00%	0
02 01 02 11 - Autres dépenses de gestion								
CND	4.881.377	0	0	3.645.844	1.235.533	52.383	1,07%	1.287.916
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 02 01 02 11 - Autres dépenses de gestion								
CND	52.383	0	0	0	52.383	-52.383	-100,00%	0
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 03 01 02 11 - Autres dépenses de gestion								
CND	14.967	0	0	0	14.967	-14.967	-100,00%	0
03 01 02 11 - Autres dépenses de gestion								
CND	5.123.619	0	34	1.515.432	3.608.221	14.967	0,29%	3.623.188
04 01 02 11 - Autres dépenses de gestion								
CND	5.101.560	0	0	4.405.010	696.550	16.966	0,33%	713.516
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 04 01 02 11 - Autres dépenses de gestion								
CND	16.966	0	0	0	16.966	-16.966	-100,00%	0
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 05 01 02 11 - Autres dépenses de gestion								
CND	498.392	0	0	0	498.392	-498.392	-100,00%	0
05 01 02 11 - Autres dépenses de gestion								
CND	8.528.713	0	0	4.346.883	4.181.830	498.392	5,84%	4.680.222
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 06 01 02 11 - Autres dépenses de gestion								
CND	59.867	0	0	0	59.867	-59.867	-100,00%	0
06 01 02 11 - Autres dépenses de gestion								
CND	2.514.628	0	0	1.849.495	665.133	59.867	2,38%	725.000
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 07 01 02 11 - Autres dépenses de gestion								
CND	89.800	0	0	0	89.800	-89.800	-100,00%	0
07 01 02 11 - Autres dépenses de gestion								
CND	5.926.675	0	0	3.491.614	2.435.061	89.800	1,52%	2.524.861
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 08 01 02 11 - Autres dépenses de gestion								
CND	4.490	0	0	0	4.490	-4.490	-100,00%	0

Ligne / Intitulé								
CND/ CE/ CP	Budget initial ±BR (1A)	AELE (1B)	Virements (2)	Exécution (3)	Montant disponible (4)=(1A)+(1B)+(2)-(3)	Virement proposé (5)	Variation (4/1A)	Total (4±5)
08 01 02 11 - Autres dépenses de gestion								
CND	392.244	0	0	356.513	35.731	4.490	1,14%	40.221
09 01 02 11 - Autres dépenses de gestion								
CND	1.856.338	0	0	1.483.805	372.533	24.695	1,33%	397.228
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 09 01 02 11 - Autres dépenses de gestion								
CND	24.695	0	0	0	24.695	-24.695	-100,00%	0
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 11 01 02 11 - Autres dépenses de gestion								
CND	19.779	0	0	0	19.779	-19.779	-100,00%	0
11 01 02 11 - Autres dépenses de gestion								
CND	2.779.656	0	-255.075	2.240.228	284.353	19.779	0,71%	304.132
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 12 01 02 11 - Autres dépenses de gestion								
CND	97.284	0	0	0	97.284	-97.284	-100,00%	0
12 01 02 11 - Autres dépenses de gestion								
CND	3.394.875	0	0	2.690.076	704.799	97.284	2,87%	802.083
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 13 01 02 11 - Autres dépenses de gestion								
CND	16.463	0	0	0	16.463	-16.463	-100,00%	0
13 01 02 11 - Autres dépenses de gestion								
CND	3.094.285	0	0	2.040.125	1.054.160	16.463	0,53%	1.070.623
14 01 02 11 - Autres dépenses de gestion								
CND	2.773.625	0	0	2.435.537	338.088	151.912	5,48%	490.000
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 14 01 02 11 - Autres dépenses de gestion								
CND	151.912	0	0	0	151.912	-151.912	-100,00%	0
15 01 02 11 - Autres dépenses de gestion								
CND	3.361.487	0	0	2.223.263	1.138.224	29.933	0,89%	1.168.157
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 15 01 02 11 - Autres dépenses de gestion								
CND	29.933	0	0	0	29.933	-29.933	-100,00%	0
16 01 02 11 - Autres dépenses de gestion de la direction générale de la communication: siège								
CND	3.299.156	0	0	2.900.975	398.181	5.987	0,18%	404.168
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 16 01 02 11 - Autres dépenses de gestion de la direction générale de la communication: siège								
CND	5.987	0	0	0	5.987	-5.987	-100,00%	0

Ligne / Intitulé								
CND/ CE/ CP	Budget initial ±BR (1A)	AELE (1B)	Virements (2)	Exécution (3)	Montant disponible (4)=(1A)+(1B)+(2)-(3)	Virement proposé (5)	Variation (4/1A)	Total (4±5)
17 01 02 11 - Autres dépenses de gestion								
CND	9.661.525	0	-20.063	8.351.000	1.290.462	280.045	2,90%	1.570.507
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 17 01 02 11 - Autres dépenses de gestion								
CND	280.045	0	0	0	280.045	-280.045	-100,00%	0
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 18 01 02 11 - Autres dépenses de gestion								
CND	39.662	0	0	0	39.662	-39.662	-100,00%	0
18 01 02 11 - Autres dépenses de gestion								
CND	1.810.130	0	0	1.730.000	80.130	39.662	2,19%	119.792
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 19 01 02 11 - Autres dépenses de gestion du «Service des instruments de politique étrangère»								
CND	16.345	0	0	0	16.345	-16.345	-100,00%	0
19 01 02 11 - Autres dépenses de gestion du «Service des instruments de politique étrangère»								
CND	567.077	0	0	306.800	260.277	16.345	2,88%	276.622
20 01 02 11 - Autres dépenses de gestion de la direction générale du commerce								
CND	4.359.091	0	-163	3.961.171	397.757	37.417	0,86%	435.174
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 20 01 02 11 - Autres dépenses de gestion de la direction générale du commerce								
CND	37.417	0	0	0	37.417	-37.417	-100,00%	0
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 21 01 02 11 - Autres dépenses de gestion de la direction générale du développement et de la coopération – EuropeAid								
CND	29.933	0	0	0	29.933	-29.933	-100,00%	0
21 01 02 11 - Autres dépenses de gestion de la direction générale du développement et de la coopération – EuropeAid								
CND	6.767.892	0	0	3.535.967	3.231.925	29.933	0,44%	3.261.858
22 01 02 11 - Autres dépenses de gestion de la direction générale «Élargissement»								
CND	1.769.647	0	-146	1.026.643	742.858	8.082	0,46%	750.940
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 22 01 02 11 - Autres dépenses de gestion de la direction générale «Élargissement»								
CND	8.082	0	0	0	8.082	-8.082	-100,00%	0
23 01 02 11 - Autres dépenses de gestion								
CND	2.010.969	0	0	1.533.663	477.306	13.470	0,67%	490.776
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 23 01 02 11 - Autres dépenses de gestion								
CND	13.470	0	0	0	13.470	-13.470	-100,00%	0
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 26 01 02 11 - Autres dépenses de gestion								
CND	2.275	0	0	0	2.275	-2.275	-100,00%	0

Ligne / Intitulé								
CND/ CE/ CP	Budget initial ±BR (1A)	AELE (1B)	Virements (2)	Exécution (3)	Montant disponible (4)=(1A)+(1B)+(2)-(3)	Virement proposé (5)	Variation (4/1A)	Total (4±5)
26 01 02 11 - Autres dépenses de gestion								
CND	17.676.594	0	0	5.144.081	12.532.513	2.275	0,01%	12.534.788
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 27 01 02 11 - Autres dépenses de gestion de la direction générale du budget								
CND	10.028	0	0	0	10.028	-10.028	-100,00%	0
27 01 02 11 - Autres dépenses de gestion de la direction générale du budget								
CND	7.758.058	0	0	769.557	6.988.501	10.028	0,13%	6.998.529
27 01 02 19 - Autres dépenses de gestion - Gestion non décentralisée								
CND	9.309.894	0	0	0	9.309.894	90.265	0,97%	9.400.159
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 27 01 02 19 - Autres dépenses de gestion - Gestion non décentralisée								
CND	90.265	0	0	0	90.265	-90.265	-100,00%	0
29 01 02 11 - Autres dépenses de gestion								
CND	3.928.587	0	0	2.864.165	1.064.422	29.933	0,76%	1.094.355
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 29 01 02 11 - Autres dépenses de gestion								
CND	29.933	0	0	0	29.933	-29.933	-100,00%	0
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 32 01 02 11 - Autres dépenses de gestion								
CND	23.947	0	0	0	23.947	-23.947	-100,00%	0
32 01 02 11 - Autres dépenses de gestion								
CND	1.917.719	0	0	1.357.518	560.201	23.947	1,25%	584.148
40 01 - RÉSERVES POUR LES DÉPENSES ADMINISTRATIVES - 33 01 02 11 - Autres dépenses de gestion								
CND	6.413	0	0	0	6.413	-6.413	-100,00%	0
33 01 02 11 - Autres dépenses de gestion								
CND	1.441.795	0	0	1.323.300	118.495	6.413	0,44%	124.908
Total PRÉLÈVEMENT CND						- 2.000.000		
Total RENFORCEMENT CND						2.000.000		

COMMISSION POSITION ON THE FOUR CONDITIONS SET BY THE EUROPEAN PARLIAMENT FOR LIFTING THE RESERVE OF EUR 2.000.000 IN COMMITMENTS AND PAYMENTS

- **First condition - Scrap exceptions in the obligation to have a balanced composition of expert groups (technical nature + experts in "personal capacity"). Prohibit a single interest category (business, union or other) from having the majority of the non-government and non-EU seats in any expert group. Provide safeguards against capture from special interests and corporate interests.**

In light of the diversity of tasks carried out by expert groups, setting pre-defined quotas per category of stakeholders as members of expert groups is not appropriate.

The Commission shall conduct a review of existing expert groups which are not exclusively composed of national authorities, with a view to assessing their composition. Any possible modification of the composition of groups will be the result of a specific assessment of the membership of individual groups, taking into account the work to be carried out, interests at stake, as well as other opportunities that citizens and stakeholders are given to express their views. Indeed, the degree of overall participation and representation of stakeholders should be assessed in light of all initiatives taken by the Commission on a particular subject, which often go far beyond expert groups¹. The Commission will report to the Parliament on the outcome of the above review by the summer.

- **Second condition - Ban lobbyists and corporate executives sitting in expert groups in a 'personal capacity'. The Commission should clarify whether members of an expert group are there as stakeholders or as experts committed to acting in the public interest. The second should be thoroughly checked for conflicts of interest and their "declaration of professional activities" should be in the public domain.**

The Commission is determined to ensure that the new, more stringent provisions on conflicts of interest are fully implemented for future expert groups.

The Commission will conduct a review of existing groups which include members appointed in a personal capacity, with a view to ensuring that the rules are fully respected in all existing groups. Should this not be the case, the Commission will take action in order to remedy inconsistencies, inter alia by clarifying whether members of an expert group are there as stakeholders or as experts appointed in a personal capacity acting in the public interest. The Commission will report to the Parliament on the outcome of the above review by the summer.

- **Third condition - Common selection criteria throughout all DGs that guarantee balance among different categories of stakeholders and absence of Conflict of Interests for experts and establish an obligatory open selection process with a public call and a published mandate of each expert group which goes beyond a simple representation of Member States authorities.**

The Commission is committed to ensure that all relevant provisions concerning selection of members of expert groups are fully implemented, including on public calls for application.

In light of the diversity of circumstances in which expert groups operate, it is not appropriate to draw up common criteria for the selection of groups' members; selection should continue to be done on a case by case basis.

The Commission ensures transparency on the procedures used to select members of expert groups by publishing information on this issue for each group listed in the Register of Commission Expert Groups and Other Similar Entities (hereinafter referred to as "the Register").

¹ SEC (2010) 1360, p.3

- **Fourth condition - All membership information (incl. affiliations), agendas, minutes and participants' submissions should be available on-line unless if there is a clear and published reason for not providing this info. Reports of groups should be published before getting adopted by the Commission.**

With the new Register set up in December 2010, the Commission has enhanced transparency in the area of expert groups in many ways. This new Register now provides more accurate information, notably on the type of entities listed, the groups' membership, the procedures used to select members of groups, as well as the activities carried out by groups. The presentation and readability of data encoded has also been improved. This constitutes real progress compared to the previous Register.

The Commission is ready to further increase transparency. In principle, from April 2012, all relevant documents (such as agendas, minutes and participants' submissions) will be made available, either in the Register itself or via a link from the Register to a dedicated website, where information can be found.

Exceptions to systematic publication should be foreseen where disclosure of a document would undermine the protection of a public or private interest as defined in Article 4 of Regulation (EC) N° 1049/2001².

The Commission does not adopt reports or any other document submitted by expert groups. The Commission and its departments remain fully independent regarding the way they take into account the expertise and views gathered via expert groups.

² These exceptions are intended to protect public security, military affairs, international relations, financial, monetary or economic policy, privacy and integrity of the individual, commercial interests, court proceedings and legal advice, inspections/investigations/audits and the institution's decision-making process.